



Fonction publique : une forte mobilisation dont le gouvernement doit tenir compte !

Avec plus de 150 manifestations et rassemblements sur l'ensemble du territoire - et la participation de plus de 250 000 manifestant.e.s dont plus de 30 000 à Paris -, avec des taux de grévistes significatifs dans de nombreux secteurs, la journée de grève du 9 mai appelée par l'ensemble des organisations syndicales de la Fonction publique est un point d'appui pour gagner sur les revendications.

Déterminé.e.s et combatif.ve.s, les personnels, fonctionnaires et agent.e.s non titulaires, actif.ve.s et retraité.e.s, de la Fonction publique ont massivement exprimé leur exigence d'augmentation des salaires, des pensions et des retraites, leur opposition au projet de loi destructeur du Statut général des fonctionnaires porté par le ministre Dussopt, leur volonté que soient mobilisés les moyens budgétaires nécessaires pour remplir leurs missions au service de l'intérêt général.

Elles et ils exigent par ailleurs les créations d'emplois de fonctionnaires indispensables pour répondre aux besoins des citoyen.ne.s de services publics de qualité et de proximité.

Le gouvernement doit tirer les leçons de cette journée en retirant son projet de loi et en ouvrant enfin de réelles négociations avec les organisations syndicales pour faire de la Fonction publique un outil au service du progrès social.

Le gouvernement doit aussi apporter des réponses aux revendications des agents originaires de l'Outre-Mer, qui ont manifesté en nombre à Paris ce jeudi 9 mai matin contre les attaques portées à leurs droits spécifiques et aux congés bonifiés.

Sans attendre, dans l'unité la plus large, la CGT Fonction publique œuvrera à la poursuite du processus de lutte par la construction de nouvelles étapes d'action.

Elle appelle les personnels à se réunir en assemblées générales unitaires pour débattre de la poursuite de la mobilisation.

Montreuil, le 10 mai 2019